

**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 163**

**du 13 MAI 2025**

**abrogeant l'arrêté DCAT-BEPE-n°2024-264 du 29 novembre 2024 mettant en demeure la  
société Arkema de respecter certaines prescriptions  
des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 pour son installation située  
sur la commune de Saint-Avold**

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE LA MOSELLE  
CHARGE DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 9 avril 2025 nommant M. Laurent Touvet, préfet du Pas-de-calais et sa prise de fonction à compter du 28 avril 2025 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-264 du 29 novembre 2024 mettant en demeure la société Arkema de respecter certaines prescriptions des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 pour son installation située sur la commune de Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 25 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 23 avril 2025 ;

**Considérant** le retour à la conformité des prescriptions contrôlées ;

**Considérant** ainsi que l'arrêté de mise en demeure susvisé peut être levé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## ARRÊTE

### **Article 1 :**

L'arrêté préfectoral DCAT-BEPE-n°2024-240 du 29 novembre 2024 mettant en demeure la société Arkema France de respecter certaines prescriptions des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 pour son installation située au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold, est abrogé.

### **Article 2 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Arkema France et dont copie est adressée au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Le secrétaire général de la préfecture  
chargé de l'administration de l'État  
dans le département,

Richard Smith

### **Délais et voies de recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>